

lement de l'article 51 de la loi du 30 mars 1929 les agents de l'administration de l'Etat mis en congé pour tuberculose ouverte et en traitement au moment de leur mise à la retraite, n° 276. — Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires mobilisés, prisonniers, déportés ou internés politiques au cours de la guerre 1939-1945 des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927, n° 467. — Le 23 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir dans le collectif d'août 1946 les crédits permettant l'indemnisation des agriculteurs victimes des récentes calamités agricoles et, en particulier, des violents orages du début d'août qui ont dévasté la région du Sud-Ouest et endommagé dans une proportion de 80 à 100 0/0 les vignobles, céréales et cultures diverses d'une partie du département de la Haute-Garonne, n° 545. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à la prolongation du délai fixé par la loi du 2 avril 1946 ayant trait aux brevets d'invention déposés depuis 1939 et non exploités, n° 625. — Le 13 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder avant le 1^{er} octobre 1946 à un reclassement et à une revalorisation des fonctions techniques, n° 808. — Le 18 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir à 9 0/0 et 6 0/0 le taux des remises allouées aux débiteurs de tabac, n° 884. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les inventeurs d'une extension du délai de grâce pour le paiement des taxes d'annuités des brevets, n° 926. — Le 5 octobre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre au personnel des mines de sel gemme le statut des mineurs institué par la loi du 1^{er} février 1946, n° 1219.

Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, rémunération des personnels et pensions [11 juillet 1946] (A., p. 2656); — d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles; Art. 16 *ter* nouveau : *Ses observations* [11 septembre 1946] (p. 3642); — d'une proposition de résolution concernant l'indemnité provisoire

aux fonctionnaires : *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3866); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [25 septembre 1946] (p. 4027); Art. 167 : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4085); AIR : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4412 et suiv.); Chap. 3 : *Son amendement* (p. 4414); ARMEMENT : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 4422).

GRIMAUD (M. Henri-Louis), Député du département de l'Isère.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2534). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554). — de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555).

Dépôts :

Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à transférer le siège du tribunal de l'arrondissement de Grasse à Cannes, n° 491. — Le 12 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi relatif à certaines décisions des tribunaux mixtes d'Egypte, n° 785. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Roubert et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à conserver les bureaux qu'ils ont ouverts depuis plus de dix ans dans la ville de Cannes, n° 929. — Le 3 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues relative au rétablissement de la légalité républicaine, n° 1194. —

Interventions :

Son rapport, au nom du 6^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Morbihan [12 juin 1946] (A., p. 2515). — Ses rapports sur des pétitions [8 août 1946] (p. 3100). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Le Troquer ayant pour objet une enquête sur les événements survenus

en France de 1933 à 1945 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [29 août 1946] (p. 3401). — du projet de loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole ; Art. premier : *Son amendement concernant le contentieux des accidents du travail et des maladies professionnelles* [4 octobre 1946] (p. 4629).

GROS (M. Antonin), Député du département de l'Hérault.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

Dépôts :

Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n° 220. — Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à chaque viticulteur une part de vin réservataire correspondant aux besoins réels de son exploitation, n° 451. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux viticulteurs ayant eu une récolte déficitaire, une indemnité pour insuffisance de rendement, n° 937. — Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi tendant à constater la nullité de l'acte provisoirement applicable dit « loi du 31 décembre 1941 » portant réquisition de main-d'œuvre pour les exploitations agricoles, n° 1086. — Le 30 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. le projet de loi tendant à modifier les articles 2 et 3 de la loi du 9 avril 1898, l'article 563 du Code des assurances sociales d'Alsace et de Lorraine, et les articles 22 et 23 de l'ordonnance n° 45-2433 du 19 octobre 1945 sur les accidents du travail et à rajuster les rentes et allocations accordées à certaines victimes d'accidents du travail survenus dans les professions non agricoles ou à leurs ayants droit ; II. les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 13 juillet 1945 portant rajustement des rentes et allocations attribuées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants

droit ; 2° de M. Chaze et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à 120.000 francs la partie du salaire annuel non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail ; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 60.000 francs et à l'extension du rajustement aux mutilés atteints d'une incapacité égale ou supérieure à 10 0/0 ; 4° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes d'accidents du travail et à la fixation à 100.000 francs de la partie irréductible du salaire pour le calcul des rentes, n° 1133.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Vienne [12 juin 1946] (A., p. 2527). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE : *Discussion générale* [26 septembre 1946] (p. 4126, 4128) ; Chap. 152 : *Son amendement* (p. 4137) ; *le retire* (ibid.).

GROUDIÈRE, Voy. QUÉNAULT DE LA.

GUÉRIN (Mme Lucie), Député du département de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommée membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545). — Est désignée comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

Dépôt :

Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'organisation de classes de perfectionnement pour les enfants arriérés et déficients, n° 242.

GUÉRIN (M. Maurice), Député du département du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Com-